



BULLETIN d'INFORMATION

Mensuel de
Union Départementale
des Syndicats CGT
8, Place Malus
18000 BOURGES

-O-O-O-

ISSN 1168-0423
Prix : 0,15 €

Bourges CTC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 26/06/2026
A distribuer avant le 01/07/2026

Edito

POUR CEUX QUI AVAIENT ENCORE DES ILLUSIONS

Il existe certaines croyances qui font croire que le patronat, Medef en tête et suivi de près par les autres dont les représentants de l'économie sociale et solidaire (quel dévoiement), serait déterminé à ce que l'avenir du pays, le bien-être des travailleurs, des populations, le vivre-ensemble seraient une partition écrite par eux avec comme objectif pour le bien commun.

Toutes celles et ceux qui disent que le chef d'entreprise est un bienfaiteur, que l'entreprise est le moteur de l'économie, que les start-up sont l'avenir et que les licornes existent (?) sont dans le vrai, dans une vision libérale plus-plus de la société. Ils sont dans le pragmatisme économique et pensent que de faire confiance à une minorité d'individus responsables, disciplinés et contrôlés, la majorité que nous sommes seraient bien traités, heureux et émancipés. Bon, tout cela reste une belle image d'Epinal pour tous ces politiques de la social-démocratie, de la droite, du centre et de l'extrême-droite. Ils font simplement leur travail de communicants au service du capital. Pourquoi ?

Tout simplement parce que la bourgeoisie, comme à son habitude, ne reste pas l'arme au pied. Ils ont un programme présidentiel

et comme le disait un ancien président de la Fnsea et par ailleurs président, à l'époque, du Ceser de notre région : "Nous sommes plus utiles à l'extérieur dans le gouvernement plutôt que dedans". Il paraît évident que la place d'un dirigeant d'organisation patronale en tant que, par exemple, ministre de l'économie de l'industrie ou du travail serait un peu trop marqué.

Pour autant regardez ! Une ancienne DRH de Danone ou un ancien PDG de la SnCF, tous les deux responsables d'une casse industrielle, ça passe. Ce sont deux personnes respectables parce qu'ils connaissent l'entreprise et qu'ils ont fait tourner l'économie. Foutaise pour ces fossoyeurs.

Alors que dit ce programme électoral qui devrait servir à un bon nombre de candidats acquis à la logique de marché, au libéralisme et à la doctrine européenne du libre-échange non faussé ? D'abord il s'appelle "Cartes sur table 2026". Le titre est un peu pompeux et appellerait une sorte de franchise d'esprit qui serait la bienvenue dans une période où le gouvernement nous dit qu'on ne s'en sort pas si mal et que ça aurait pu être pire.

.../...

Sommaire :

Edito : Pour ceux qui avaient encore ...	P. 1 & 2
Souscription UD	P. 2
Prise de parole - 16 juin 2026	P. 3
Courrier du CCM du Cher à l'UIMM	P. 4
Communiqué Triballat	P. 5 & 6
Interventions au CESER - 22 juin 2026	P. 7 à 9
De retour de Gaza : Témoignage	P. 9
Collectif solidarité Kanaky 18	P. 10



AGENDA

FORMATION SYNDICALE UD - 2026

- Communication orale : **5-9 Octobre**
- Animation Lutte Sécurité : **26-30 Octobre**
- CSE Prise de mandat : **23-27 Novembre**

*Pensez à déposer vos congés éducation
un mois avant le début du stage
auprès de votre employeur
et informez l'UD de votre participation.*



Qui pour croire ça ? Foutaise pour les gouvernants.

Alors ce programme est franc comme l'ont été les différentes propositions avant chaque élection présidentielle. Comme nous pouvions nous y attendre, il commence par un constat éclairant : des dépenses publiques qui augmentent, des dépenses sociales qui augmentent, une dette publique qui, devinez, augmente, des prélèvements obligatoires (ah bon ! ce ne sont plus des charges ?) qui sont bien trop élevés et à contrario, une croissance en berne. Bon, pas un mot sur les milliards d'argent public ni sur les profits pharaoniques. Ben oui ! Faudrait quand même pas mélanger les bonnes nouvelles aux mauvaises, les travailleurs s'y perdraient et pourraient faire une comparaison objective, ce qui pourrait les mettre en colère.

Pour remédier à toutes ces problématiques de maintien, a minima, du taux de profit, la bourgeoisie a des propositions pertinentes à leurs yeux, chacun jugera. Mais comme nous manquons de place sur cette page, nous vous livrons les grandes lignes de leur grand projet : créer de la richesse avant de la distribuer, plus de compétitivité, réhabiliter le travail, en finir avec 1945, allongement du temps de travail pour partir en retraite, mobiliser la jeunesse à leur sauce, l'école au service de l'économie comme l'IA, un nouveau rôle de l'Etat et tout ça dans une hiérarchie et un calendrier qu'ils ont eux-mêmes définis.

En conclusion, ils veulent transformer la société autour de la production, de la consommation et de la compétitivité. Petit bémol, le capital licencie à tour de bras dans un silence assez assourdissant. A moins que l'avenir soit définitivement dans l'industrie guerrière autour de gouvernements fascistes ? Nous y reviendrons.

Au nom de la CE de l'UD, nous vous souhaitons de profiter pleinement de vos congés payés dans les semaines à venir.

Sébastien MARTINEAU
Secrétaire Général

SOUSCRIPTION UD

À ce jour, tous les syndicats ont reçu les carnets de souscription de l'UD. Nous espérons qu'ils sont bien parvenus à chacun. Si ce n'est pas le cas, nous vous invitons à prendre contact avec l'UD.

Nous savons pouvoir compter sur les syndicats pour proposer ces carnets aux syndiqués, à leurs collègues de travail ainsi qu'à leur entourage.

Chaque année, les résultats démontrent que l'implication de tous permet d'améliorer les ventes de ces carnets. Ensemble, poursuivons cet effort.

Nous vous rappelons que le tirage aura lieu le LUNDI 26 OCTOBRE 2026.



Les lots seront remis sur présentation du ou des billets gagnants jusqu'au **26 janvier 2027**.

Afin de respecter les délais, d'acquérir les lots et de les distribuer dans les meilleures conditions, nous vous demandons de nous retourner dans les plus brefs délais un maximum de carnets réglés.

Nous vous remercions par avance de votre mobilisation et savons pouvoir compter sur votre engagement.

**_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_



PRISE DE PAROLE LE 16 JUIN 2026 DEVANT L'UD-CGT DU CHER

Aujourd'hui, le Sénat doit examiner une proposition de loi dit de "sécurisation du travail" qui doit permettre de déroger au 1^{er} mai chômé et payé. Cette loi prévoit que ce jour férié sera travaillé sur la base du volontariat et payé double. Sans développer plus longuement puisque le débat dure depuis le début de l'année, le patronat tente de nous refaire le coup du travail du dimanche, d'une exception qui est devenue la règle obligatoire dans beaucoup de secteurs commerciaux, sans réelles compensations. Ce serait un recul social de plus dans une liste qui s'allonge de mois en mois.

Pourquoi, ce rassemblement aujourd'hui devant la bourse du travail ? Notre bâtiment est le symbole des 1^{er} Mai puisque chaque année, ici-même, nous rendons hommage aux militants victimes du nazisme et travailleurs qui ont arraché des conquies par la lutte.

Ce jour férié est l'héritage des combats menés par les travailleurs du monde entier pour obtenir la journée de huit heures et des conditions de vie dignes. Les luttes syndicales internationales, les combats du mouvement ouvrier français ont fait du 1er Mai une journée de revendications, de solidarité, de fraternité et de résistance. Elle est également un marqueur dans la lutte anticapitaliste, anti-impérialiste, anti-fasciste et contre la guerre. C'est précisément pour toutes ces raisons qu'ils veulent aujourd'hui en finir avec cette journée.

Cette remise en cause patronale se place dans une logique globale d'augmentation du temps de travail, et par conséquence, des profits. L'idée récurrente de pouvoir vendre, monétiser ces congés payés, revient à faire penser que la faiblesse des salaires devrait être compensée par le travailler plus pour gagner autant. C'est la même logique que la fin des accords 35h00 dans de nombreuses entreprises.

Et voilà que depuis quelques jours, refait surface la petite musique du Président du Conseil d'Orientation des Retraites sur notre régime par répartition.

Nous aurions un problème en 2070. Donc il faudrait absolument revoir l'âge de départ à la retraite à 67,5 ans, peut-être 70 ans, en gros mourir au travail pour le capital, ou alors avoir une dose de capitalisation pour financer les marchés financiers.

Dans une période pré-électorale où toutes les idées réactionnaires, rétrogrades voire fascistes vont s'en donner à cœur joie, il est temps d'affirmer que nous n'accepterons pas un seul recul social, que notre seule boussole est le progrès social, le changement de société pour l'émancipation des travailleurs et leurs familles.

Comme il est indiqué sur cette banderole installée depuis des mois, le capitalisme porte la guerre, les luttes sociales amènent la paix. Nous pouvons ajouter que seule la lutte par la grève et le blocage des productions par tous les

moyens sont des gages de réussite.

Alors faisons vivre partout nos objectifs pour aller à la gagne avec les travailleurs :

- Le maintien intégral du 1^{er} Mai chômé et payé
- La défense de l'ensemble des congés payés et notamment de la cinquième semaine, une sixième semaine pour tous
- Le retour à la retraite à 60 ans avec un départ anticipé pour les métiers pénibles.
- L'augmentation massive et générale des salaires, des pensions et des minima sociaux.
- L'égalité salariale entre les femmes et les hommes.
- Le développement des services publics
- Une véritable politique industrielle répondant aux besoins de la population et non aux exigences des marchés financiers et des industries d'armements.
- La mise en place du 100 % Sécu

Réaffirmons que nous sommes une organisation de classe, antifasciste et anti-impérialiste.

Bon courage, les Camarades !



Courrier du Comité de Coordination de la Métallurgie du Cher CGT envoyé au Délégué Général de l'Union Industries et Métiers Métallurgie U.I.M.M Cher



Bourges, le 17 juin 2026

Comité de Coordination de la Métallurgie du Cher
8 Place Malus
18000 BOURGES
Tel : 02 48 21 24 79
Port : 06 65 50 69 27
Mail : metauxdebourges@gmail.com

Lettre recommandée avec accusé de réception

Objet : Ouverture immédiate de négociations territoriales – Revalorisation de la valeur du point pour le calcul de la prime d'ancienneté – Métallurgie du Cher

Monsieur le Délégué Général,

Notre organisation syndicale, représentative dans la branche de la métallurgie pour le département du Cher, vous demande l'ouverture **sans délai** de négociations territoriales concernant la **revalorisation de la valeur du point pour le calcul de la prime d'ancienneté**. Cette demande s'appuie sur les dispositions du Code du travail ainsi que sur l'article 5 de l'accord du 16 avril 2026, qui imposent clairement l'engagement de discussions lorsque les conditions économiques et sociales l'exigent. C'est aujourd'hui pleinement le cas.

La nouvelle hausse du **SMIC de 2,41 % au 1er juin 2026** confirme une réalité que nous constatons quotidiennement : le pouvoir d'achat des salariés de la métallurgie s'érode, tandis que les entreprises du secteur continuent de bénéficier d'un contexte économique très favorable. Dans ce cadre, maintenir une valeur du point à **6,26 €** depuis le 1er mai 2026 n'est plus défendable. Elle ne reflète ni l'inflation réelle, ni l'évolution du coût de la vie, ni les besoins d'attractivité indispensables pour éviter l'aggravation des difficultés de recrutement dans l'industrie locale.

La Nouvelle Convention Collective Nationale a harmonisé les règles, mais elle n'a pas supprimé les responsabilités territoriales. La valeur du point locale reste un outil essentiel pour garantir une rémunération décente et reconnaître l'ancienneté. **Ne pas l'ajuster reviendrait à pénaliser durablement les salariés du Cher.**

Nous vous demandons donc de **convoquer immédiatement une première réunion de la Commission Paritaire Territoriale**, afin d'engager des négociations qui ne peuvent plus être repoussées.

Dans l'attente de cette réunion, nous vous prions de nous transmettre les **indicateurs économiques et sociaux départementaux actualisés**, indispensables à une discussion sérieuse et transparente.

Nous attendons votre proposition de calendrier dans les plus brefs délais et restons disponibles pour toute précision.

Veuillez agréer, Monsieur le Délégué Général, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour le Comité de Coordination de la Métallurgie du Cher,
GANDOIN Jean-Claude et PIAT Yannick

Vos inquiétudes sont légitimes. Votre CGT est à vos côtés.



130 ans de savoir-faire ne se bradent pas sur l'autel des profits !

Aujourd'hui, la famille Triballat envisage un partenariat pour le groupe Rians.

Cette annonce soulève de nombreuses questions auxquelles les salariés ont le droit d'obtenir des réponses claires : ***Que signifie concrètement ce partenariat ? Quelle sera sa forme exacte ? Quelle place conservera la famille Triballat dans l'entreprise ? Continuera-t-elle à participer aux décisions stratégiques ? Quelles garanties seront apportées sur l'emploi, les conditions de travail et l'activité industrielle ?***

Après plus de 130 ans d'histoire, de savoir-faire et d'investissements humains, nous refusons que l'avenir de notre entreprise soit sacrifié au profit d'une stratégie financière qui a montré ses limites et dont les salariés ne doivent pas payer les conséquences.

Ce ne sont pas les salariés qui ont échoué ! Ce ne sont pas les producteurs qui ont échoué ! Ce ne sont pas nos produits qui ont échoué !

Nous refusons d'être les victimes de choix stratégiques qui n'ont pas produit les résultats attendus.

Le maintien de notre outil de travail :

Nous voulons continuer à travailler dans de bonnes conditions, avec des moyens adaptés et des investissements à la hauteur de nos ambitions.

La défense de notre savoir-faire :

Notre expertise est le fruit de plusieurs générations de salariés. Elle constitue la richesse de Rians et ne doit pas être sacrifiée dans une opération financière.

L'avenir de nos emplois et de nos territoires :

Derrière cette décision, ce sont des centaines de familles, Des producteurs, des sous-traitants et tout un bassin d'emploi qui sont concernés.

La qualité de nos produits :

La réputation de Rians repose sur l'excellence de ses produits et l'engagement de ses salariés. Nous refusons toute dégradation de cette qualité.

Notre fierté et notre autonomie :

Nous sommes fiers de disposer de notre propre service de transport et de collecte du lait. Cette organisation fait notre force, notre réactivité et notre indépendance.

***Représentants
du personnel, salariés,
producteurs et habitants
du territoire :
Restons unis et mobilisés
pour défendre
notre entreprise,
nos emplois et
notre savoir-faire
face aux décisions
qui menacent
notre avenir.***

Nos interrogations et nos inquiétudes doivent être entendues. L'avenir de l'entreprise ne peut pas se décider sans celles et ceux qui la font vivre chaque jour.

Pour cela, nous exigeons le maintien de tous les emplois et des conditions de travail, la préservation de notre savoir-faire historique, ainsi que le maintien de notre organisation et de nos activités stratégiques. Ces garanties sont indispensables pour assurer l'avenir industriel et social du groupe, préserver notre identité et permettre aux salariés de continuer à faire vivre une entreprise dont ils sont la véritable richesse.

Nous exigeons une totale transparence sur les projets de la direction et des engagements fermes garantissant le maintien de l'activité industrielle, des emplois, des acquis sociaux et de l'ensemble des sites du groupe

Le maintien de l'activité industrielle et du bassin d'emploi dans notre région est non négociable. Derrière chaque emploi, ce sont des familles, des savoir-faire et tout un territoire qui sont concernés.

Nous refusons toute décision qui fragiliserait l'avenir économique et social de notre région.

**Nous refusons que 130 ans d'histoire soient sacrifiés
d'une simple signature au bas d'un document.**

Sans les femmes et les hommes qui la font vivre chaque jour, cette entreprise ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. Sans nous, cette histoire n'aurait pas la même force, ni le même sens.

**RIANS, CE SONT LES FEMMES
ET LES HOMMES DU QUOTIDIEN !**

**TOUS CONCERNÉS,
TOUS MOBILISÉS !**

**Je suis syndiqué,
pourquoi pas vous ?**

**la
cgt**

Rians, le 23 juin 2026

COMPTE ADMINISTRATIF 2025

Intervention au CESER de Florie GAETA

Au nom du groupe : CGT

Monsieur le Vice-président en charge des finances,
Monsieur le Président du CESER,
Monsieur le Rapporteur,
Mesdames et Messieurs les Conseillers-ères,

Nous prenons acte du taux de réalisation de 91% par rapport au budget primitif + DM dont 85,5 % en investissement et 95% en fonctionnement.

La situation des finances publiques nationales affecte de plein fouet nos collectivités territoriales dont notre Région. L'avis en témoigne. Cette situation est le fruit de politiques austéritaires assumées par le gouvernement que la CGT n'a de cesse de dénoncer et de combattre. Alors que la ligne directrice est celle de l'économie, les ministères demandent 30 milliards supplémentaires au gouvernement afin de boucler leur budget 2027. En réponse, le 1^{er} ministre « tape du poing sur la table » et appelle à la responsabilité de ses ministres. Education, santé, justice, tous sont à la diète... sauf le ministère des armées qui voit ses moyens augmenter de 36 milliards d'ici 2030, ponctionnés donc sur les autres ministères et notre sécurité sociale.

Force est de constater qu'en revanche, si le gouvernement remet en cause tout ce qui peut faire sens dans une société et contribuer au bien commun, il ne remet absolument pas en cause les 280 milliards d'aides publiques qu'il consent au patronat, dénoncés par une enquête minutieuse d'experts du Nouvel Obs. Enquête à mettre en corrélation avec le rapport sénatorial rendu public en juillet 2025 sur ce scandale.

Ces subventions sont principalement issues de la TVA, et constituent le 1^{er} budget de l'Etat en matière de dépenses. Nous rappelons que la TVA est la taxe la plus injuste, qu'elle pèse sur une très grande majorité de la population, population qui se précarise et subit de plein fouet les politiques austéritaires, la désertification de nos territoires, la baisse des salaires et l'inflation.

Nous notons le ralentissement des projets d'investissement. Comme nous l'avons souvent dit, ce n'est pas l'investissement par l'endettement qui pose un problème : c'est la qualité de l'investissement et sa

charge. Nous menons toujours un large débat sur la dette publique et privée.

Sur le volet économie : nous revendiquons un bilan des aides économiques depuis longtemps. Comme le souligne l'avis, nous partageons les inquiétudes sur l'économie sociale et solidaire qui est menacée dans son existence alors que l'État a déserté le terrain.

Sur les mobilités : concernant l'adhésion de la région et la prise de participation au capital de la SPIIT (Société publique inter-régionale d'investissements en faveur des transports), la CGT regrette que ne figure pas dans l'avis une modération à l'engouement du CESER. Si en externalisant la dette hors bilan régional dans une société certes publique mais de droit privé, la Région pourra financer ses investissements d'achat et de maintenance de matériel roulant ferroviaire sur une durée plus importante et à des taux d'endettement trois fois plus élevés, donnant de facto une bouffée d'oxygène au budget régional à court terme, mais le coût pour la collectivité sera bien supérieur dans la durée. De plus, ces engagements financiers, sur lesquels l'exécutif régional aura peu de maîtrise, seront beaucoup moins lisibles dans les budgets régionaux. De là à dire que les créations de SPL (société publique locale) constituent des tours de passe-passe budgétaire ? La CGT franchit le pas.

Sur la formation, nous ne partageons pas l'idée de la mutualisation des restaurants scolaires. D'ailleurs on a du mal à imaginer comment cela serait possible !

Sur les formations sanitaires et sociales, l'implication de la Région est hélas devenue indispensable mais elle ne suffira pas à enrayer les multiples problématiques de ce secteur en crise.

Sur l'enseignement supérieur : comme nous l'avons dit en commission, l'offre de formation sur le territoire doit aussi répondre aux aspirations de la jeunesse et ne pas être organisée autour des besoins du capital, dont émane la guerre par exemple.

L'industrie de l'armement, forte des moyens publics mis à sa disposition, est actuellement en plein développement. Elle bénéficie des nombreux dispositifs d'argent public existants, à tous les niveaux (rencontres, colloques, formations, recrutements, production etc.) Nous déplorons qu'aucune transparence n'existe sur le poids en valeurs ajoutées passée et future sur l'économie régionale et sur la balance commerciale.

De plus, agissant pour la paix depuis notre création il y a 130 ans, nous pensons que la production militaire devrait être limitée à notre seule défense. Nous nous opposons à en faire du commerce, surtout avec des États criminels dont les dirigeants sont sous le coup de mandats d'arrêt pour crime de guerre et crime contre l'humanité.

D'ailleurs, la région peut-elle nous garantir que ces financements ne contribuent pas indirectement à ces crimes ?

Nous proposons de reconvertir le savoir-faire et les emplois dans des productions utiles, notamment l'industrie manufacturière qui a été totalement démantelée et délocalisée.

Il est indispensable que les fonds régionaux répondent aux besoins de la population, de la jeunesse qui est l'avenir de la région, de tous nos concitoyens et notamment les plus fragiles.

Nous nous abstenons sur l'avis qui nous est soumis puisqu'il ne reprend pas notre conception de l'économie. Nous revendiquons un pôle financier public régional et une grande réforme de justice fiscale qui renforcerait les recettes de l'Etat et donc les dotations pour les Régions.

Merci.

SÉANCE PLÉNIÈRE DU CESER DU 22 JUIN 2026

Avis sur Rapport CESER « Freins à l'accès à l'enseignement supérieur en Centre-Val de Loire »

Intervention de : Christine GONÇALVES au nom du groupe : CGT

Monsieur le Président,
Madame, Monsieur les rapporteurs,
Chères et chers collègues,

« L'idée maîtresse qui doit nous guider dans le choix d'une profession c'est le bien de l'humanité et notre perfectionnement. » Voilà une « maxime » aux antipodes de Parcoursup...

La CGT salue le travail réalisé pour ce rapport tant au niveau de l'état des lieux, assis sur une étude riche et détaillée que pour la qualité des préconisations. L'ESR constitue en effet un enjeu majeur puisqu'il n'est rien de moins question que de l'avenir des jeunes et des territoires. Même si la CGT souscrit à l'ensemble des préconisations, alimentation, suivi médical et psychique, handicap, étudiant rémunéré..., celles relatives au logement, l'hébergement et la mobilité nous paraissent particulièrement pertinentes dans un contexte global où le pouvoir d'achat est devenu une préoccupation non pas conjoncturelle mais structurelle¹. La CGT attend donc que la Région s'inscrive pleinement dans la mise en œuvre de ces préconisations qui démontrent une

fois de plus le fonctionnement démocratique mais aussi la vitalité et l'utilité du CESER

Au-delà de ces considérations, la CGT tient à souligner la situation financière de plus en plus dégradée de l'ESR. Si notre région bénéficie toutefois pour sa part de 74,7% de bâti universitaire en état correct, à compter de 2010, tandis que les effectifs ont continué de progresser, la surface immobilière est restée constante, la politique immobilière faisant de l'entretien et de la rénovation du parc existant une priorité, notamment dans le cadre de l'opération Campus. Le budget par étudiant-e a baissé de 16 % et le taux d'encadrement moyen a baissé de 22 %.

Cette situation catastrophique tient d'abord à la succession de réformes faites sans considération pour les missions essentielles du service public d'enseignement et de recherche, et qui aboutit à une structuration détruisant l'idée même d'université et ne répondant plus aux besoins essentiels en matière d'enseignement supérieur et de recherche.

Pourtant, de l'argent, il y en a, notamment dans ce périmètre. C'est pourquoi la CGT exige de suppri-

mer les 8 milliards d'€ annuels de Crédit Impôt Recherche (CIR) afin d'abonder le budget de l'ESR, et de réserver l'aide à l'apprentissage dans le supérieur aux seuls établissements publics d'enseignement supérieur.

Enfin, il n'est pas possible de passer sous silence les pressions et la répression exercées sur les étudiants notamment dans leurs soutiens au peuple palestinien mais de manière générale dans leur liberté d'expression, de réunion et de manifestation. La LPR 2021-2030 a d'ailleurs introduit un amendement n° 147 qui bafoue une liberté historique des étudiants : la sanctuarisation de l'université, comme un lieu où ses premiers bénéficiaires, les étudiants, possédaient un pouvoir d'action et d'opposition susceptible d'influer sur les orientations des établissements, voire sur la politique nationale.

La CGT avec l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche appelle l'ensemble des uni-

versités à refuser d'appliquer à la rentrée des frais d'inscription différenciés 16 fois supérieurs pour les étudiants extracommunautaires, et la restriction drastique des exonérations, de même qu'elle exige le retrait total du bien mal nommé plan "Bienvenue en France", mis en place en 2019, qui est à l'origine de ces frais d'inscription différenciés.

La CGT s'élève également contre la décision xénophobe en février dernier, d'exclure de l'APL les étudiant·es désigné·e·s comme « extracommunautaires », les assignant à une altérité irréductible dans un climat chaque jour plus nauséabond marqué par le racisme et les discriminations.

La CGT soutiendra ce rapport.

¹ Baromètre trimestriel L'ObSoCo × CEVIPOF
Janvier 2026



DE RETOUR DE GAZA : TÉMOIGNAGE

Le 6 juin, salle des Fêtes de la Chancellerie, Imane Maarifi, infirmière, humanitaire de retour de Gaza, nous a apporté un témoignage révoltant. Membre du collectif « Les blouses blanches pour Gaza », elle a travaillé plusieurs semaines à l'hôpital de Khan-Younès, sous les bombes.

Après les tracasseries administratives pour son départ, et le déchirement de quitter sa famille pour aller vers un danger certain (« mais sauver des enfants, c'est aussi aimer mes filles »), elle est sur place en janvier 2024, quand l'armée israélienne a déjà commencé à écraser Gaza sous les bombes.

Ecraser, c'est le terme exact quand on voit les images épouvantables montrées par Imane, avec des visages, des corps, en particulier d'enfants ou d'adolescents, déchiquetés, amputés, face à des conditions de soins et d'hygiène (ou plutôt de « manque de ... »), effarantes, sans parler des soins courants, impossibles.

Et ceci alors que des kilomètres de camions d'alimentation, de matériels médicaux, sont bloqués à la frontière par les autorités israéliennes. Sous les bombes (merci aux industries d'armement du Cher ..!) les cadavres s'accumulent, et les ONG ont ordre de ne pas comptabiliser les décès survenant après 3 jours ! Et que dire des corps encore sous les décombres ...

Ce témoignage, terrible, direct, Imane l'a fait à son retour en audition à l'Assemblée Nationale et au Conseil de l'Europe. Ses courriers envoyés à Brigitte et Emmanuel Macron n'ont jamais reçu de réponse.

Le « Berry Républicain » n'a pas daigné annoncer ni relater ce témoignage ...

Merci à Imane et admiration pour son courage !

Rappelons que le collectif « Palestine » organise des rassemblements (le 13⁷^{ème} actuellement) tous les samedis à Bourges et Vierzon.

Gérard Melin
UD CGT – Collectif Palestine

COMPTE RENDU DE LA SOIRÉE CULTURELLE ET POLITIQUE DU SAMEDI 13 JUIN À L'APPEL DU COLLECTIF SOLIDARITÉ KANAKY 18 AUQUEL ADHÈRE L'UD CGT 18

La soirée culturelle du samedi 13 juin a eu lieu au Hameau de LA FRATERNITE, une valeur qui fait sens dans la situation de nos quartiers populaires de Bourges nord en souffrance, dans une rue au nom de Louise Michel mise au programme de la soirée dans le fil rouge de nos espoirs, travailleurs et peuples en lutte, d'émancipation de ce système capitaliste impérialiste en son engrenage de fascisation et de guerre des profits, en marchant dans les pas des Communards. Elle a mobilisé une cinquantaine de participants... malgré la censure de la presse unique, une majorité des militants présents ont participé au rassemblement à l'appel du Collectif Pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens. Le lien est fait dans la solidarité à ces deux de peuples en lutte pour leur droit à l'autodétermination contre la domination coloniale et contre le génocide du peuple palestinien.

Au nom du collectif, Mathijs et Claire, co-fondateurs du collectif en 1990 ont présenté les différents intervenants dont les noms s'affichaient sur l'écran et placé cette soirée sous le signe de fêter le succès judiciaire du non-lieu pour les 14 militants kanak prisonniers politiques, dont les 7 déportés. Ce non-lieu est une claque pour Macron rendu responsable de la révolte dévastatrice de la jeunesse kanak provoquée par un « dégel du corps électoral » signifiant un retour à l'ordre colonial avec un apartheid social et racial contre les accords de Nouméa d'accession pacifique à l'Indépendance dans le cadre du droit international des « peuples premiers ». Le collectif apporte son soutien au Front National de Libération Kanak Socialiste, pour les élections provinciales qui vont se dérouler fin juin contre les listes RN-Loyalistes.

Medhi LALLAOUI a en premier présenté son nouveau film « Un caillou dans la chaussure », le « Caillou », nom donné à la Nouvelle Calédonie pour sa richesse en nickel (dont la maîtrise est un enjeu de l'indépendance). Le film donne la parole aux indépendantistes kanak déportés en France, traités en terroristes, dont Guillaume Vama à Bourges, pour dénoncer tous les mauvais coups et faux accords pour mettre dans le marbre de la constitution l'appartenance ou en association à la France. On y voit, dans cette lutte héroïque de ce petit peuple qui participe du rapport de force contre l'impérialisme et la

fascisation, le rôle unitaire du FNLKS avec la CCAT, dans la voix de son Président Christian Téin qui nous avait fait l'honneur de venir dans cette même salle, à Bourges avant son retour au pays pour gagner l'unité pour une Kanaky-Nouvelle Calédonie émancipée.

Le débat, avec la participation d'Algériens du Hameau, dont un membre de l'ensemble de musique arabo-andalouse, s'est ouvert sur la répression de l'impérialisme français contre le peuple kanak comme sur le massacre des Algériens du 17 octobre 1961.

Avec les Ami-e-s de la Commune, association membre du collectif, la soirée culturelle s'est poursuivie avec Michel PINGLAUT, homme de théâtre, spécialiste de l'histoire de la Commune avec un choix de récits des contes kanak de Louise Michel, alternant avec les chansons de la Commune de notre célèbre chanteur populaire Michel GRANGE.

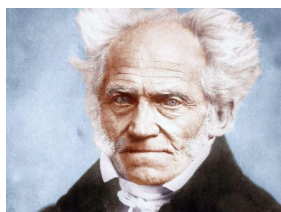
Le moment de convivialité et d'échange autours de boissons et de restauration a aussi contribué au succès de cette soirée appréciée de tous tant pour l'organisation, le lieu choisi – le hameau de la fraternité que pour le programme de la partie culturelle.

Le collectif rappelle qu'il est un collectif de Solidarité apportant tout son soutien au peuple kanak et au FNLKS dans cette juste direction unificatrice de cette lutte mais que l'autodétermination appartient au peuple kanak et populations néo calédoniennes dans le respect des accords de Nouméa.

L'UD CGT 18 lance un appel aux syndiqués du Cher pour répondre en plus grand nombre pour soutenir ces peuples en lutte contre ce même impérialisme, avec un Etat au service des profits, qui veut nous faire payer leur crise, salaires en baisse, l'essence en hausse, la militarisation, la guerre avec des budgets colossaux jusqu'au pillage de l'épargne populaire... c'est la paupérisation des travailleurs, la grande sécheresse pour la Santé, l'Education, les services publics et main basse sur notre Sécurité Sociale pour la confier à Axa, dans la sphère des profits. C'est de ce système broyeur de vie qu'il faudra s'émanciper.

Mathijs SCHOEVAERT

& La maxime du mois &



**LA RICHESSE EST COMME L'EAU DE MER.
PLUS ON EN BOIT, PLUS ON A SOIF.**

ARTHUR SCHOPENHAUER
PHILOSOPHE ALLEMAND